

## **Assane Diop, directeur exécutif du BIT chargé de la protection sociale : La mondialisation doit prendre en compte la demande sociale**

*Article publié dans l'édition du Soleil (quotidien sénégalais) du Lundi 2 septembre 2002*

Ancien ministre du Sénégal de la Santé et de l'Action sociale, avant de diriger le ministère du Travail et de l'Emploi, Assane Diop est, depuis le 15 avril 2000, directeur exécutif du Bureau International du Travail (BIT). Il s'occupe notamment du secteur de la protection sociale qui est l'un des quatre domaines qui sous-tendent les objectifs stratégiques du BIT, depuis la nomination de Juan Somavia à la tête du BIT. Les trois autres domaines sont l'emploi, le dialogue social et les conventions et recommandations sur les droits fondamentaux des travailleurs. L'ancien ministre sénégalais pilote ainsi, dans les 175 pays membres de l'OIT, tout ce qui touche aux travailleurs migrants, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles. Il s'occupe également des conditions de travail, de la lutte contre le SIDA sur le lieu de travail, de la sécurité sociale, y compris les pensions de retraite et la recherche sur la sécurité socio-économique. Au Sénégal depuis quelques jours pour participer à la consultation nationale sur la dimension sociale de la mondialisation, il se prononce, dans l'interview qu'il nous a accordée, sur certaines grandes questions liées à la mondialisation qui, souligne-t-il, doit répondre à la demande sociale.

### **On parle de plus en plus de la dimension sociale de la mondialisation. Que faut-il comprendre par là ?**

Tout le monde est d'accord que la mondialisation est devenue une réalité depuis bien longtemps. Elle est mieux structurée maintenant, car nous sommes arrivés à une période d'accumulation du capital avec de grands ensembles économiques, de grandes firmes qui fusionnent et qui dominent le monde, de sorte qu'aujourd'hui, 80 % des richesses du monde sont entre les mains de 20 % de la population mondiale. Dès lors, la mondialisation, telle qu'elle se dessine aujourd'hui, inquiète des organisations comme le BIT qui pense que le monde doit se développer de façon harmonieuse, dans l'équité et dans la justice sociale. Nous estimons que les questions d'emploi sont fondamentales dans la mondialisation. C'est la raison pour laquelle nous insistons pour dire qu'une croissance économique n'a de sens que si elle est porteuse de richesses distribuées équitablement à travers les emplois créés pour les populations. En définitive, le BIT remet l'homme au centre du développement. La mondialisation n'a de sens, pour le BIT, que si elle porte sur le développement des pays. Que si elle contribue à la lutte contre la pauvreté. Que si elle porte sur la protection des gens en matière de santé, d'éducation, de logement, bref tout ce qui est demande sociale. Malheureusement, au vu de ce qui se passe aujourd'hui, la mondialisation n'est pas équitable. C'est d'ailleurs pourquoi nous pensons qu'il lui faut une dimension sociale appelée à répondre à tous les besoins sociaux de l'homme pour éviter les crises sociales. Ce qui s'est passé en Argentine, récemment, montre à souhait que la grande mobilisation financière ne suffit pas si elle n'est pas dirigée vers le mieux-être des gens, vers la prise en charge des problèmes sociaux des populations en matière de sécurité, d'éducation, de logement, de santé, etc. Nous disions déjà, en 1944, avec la déclaration de Philadelphie (1), qu'il ne peut y avoir un monde de paix tant qu'il y a la pauvreté et l'injustice sociale. Cette position est encore valable aujourd'hui. C'est pourquoi Juan Soma via, qui a eu l'initiative d'organiser le sommet mondial sur le développement social, ne pouvait rester insensible à la mondialisation, et il se bat pour qu'elle porte en elle toutes les possibilités de faire face aux questions sociales du monde.

### **Qu'est-ce qui justifie l'engagement de l'OIT dans cette lutte pour le triomphe des questions sociales ?**

C'est parce que, tout d'abord, nous sommes convaincus que rien ne peut se faire sans le dialogue social. Que les nations et les peuples du monde sont organisés et dirigés dans un cadre étatique avec des gouvernants, des gouvernés parmi lesquels il y a des travailleurs de tous bords, et les employeurs. Dans cette approche tripartite, les gouvernants proposent les lois et les règlements, donc ils orientent le développement du peuple. Les employeurs détiennent les richesses et, par conséquent, les investissements. Quant aux travailleurs, ils n'ont que leur force de travail à vendre. S'il n'y a pas de dialogue social national, sous-régional ou même mondial, il sera difficile de faire en sorte que la richesse soit produite dans des proportions attendues, dans le respect des lois et règlements. Il faut donc des cadres de concertation pour que le développement, qui est l'objectif de ces parties, puisse se faire dans l'harmonie, afin que les gens puissent trouver un emploi et qu'ils

bénéficient de la protection sociale. Le BIT joue donc un rôle fondamental dans le système des Nations Unies. Ce qui en fait la seule organisation habilitée à engager une réflexion autour de la dimension sociale de la mondialisation pour attirer l'attention des grands décideurs sur la nécessité de faire très attention sur les insécurités concernant l'emploi, la protection sociale et le déficit de dialogue social, mais aussi l'insécurité concernant les normes internationales du travail. Tant que ces insécurités persistent, il y aura toujours un risque d'implosion sociale. D'où la nécessité de cette commission sur la dimension sociale de la mondialisation, composée d'éminents experts qui cherchent à donner à la mondialisation un visage plus humain, mais aussi pour qu'elle prenne en charge les aspirations les plus profondes des populations.

### **Comment l'OIT compte-t-elle agir pour une intégration dans le système mondial des pays les moins avancés, particulièrement ceux d'Afrique ?**

Il y a des responsabilités qui incombent directement à la Banque mondiale ou à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), comme il y en a d'autres qui font partie des prérogatives du BIT. Fondamentalement, notre rôle, c'est de faire en sorte qu'il y ait la justice sociale, l'équité, la solidarité mondiale. A travers le dialogue, on peut arriver à orienter de manière plus juste le développement et faire en sorte que la répartition de la richesse mondiale s'opère de manière plus objective. La tendance à l'accumulation du capital doit être suivie par une tendance à la répartition, sinon nous courons vers une déréglementation sociale aux conséquences dangereuses. Nous souhaitons donc qu'il y ait beaucoup plus d'emplois qu'il n'en existe aujourd'hui, que la richesse mondiale profite à un plus grand nombre, que les travailleurs soient moins inquiets quant à leur avenir pour se consacrer entièrement au travail. C'est pourquoi nous disons qu'il nous faut arriver à avoir une mondialisation inclusive et non exclusive, comme c'est le cas actuellement.

### **Comment le BIT compte-t-il s'y prendre ?**

Par le dialogue, les analyses, la recherche, pour montrer très clairement les dangers, les déséquilibres, les exclusions et inviter les gens à comprendre qu'il faut nécessairement une discussion globale sur ces questions. Le BIT insiste beaucoup sur cette approche et il fait en sorte que la commission mondiale de la dimension sociale de la mondialisation attire l'attention sur ces risques. Les conclusions du rapport de cette commission ainsi que celles qui sont relatives au développement social sont donc plus qu'actuelles. Il faut qu'elles puissent servir de guide aux dirigeants de ce monde sur les mesures à prendre pour éviter l'exclusion sociale, et que la fracture sociale ne soit, elle-même, mondialisée. Malheureusement, nous courons directement vers cela, même si le BIT reste mobilisé et vigilant sur tout ce qui touche à la pauvreté, au manque d'emplois, à la dé-protection sociale. Cette approche porte ses fruits puisque des organisations comme la Banque mondiale commencent à inclure dans toutes leurs activités une dimension sociale. Et c'est à cela que nous appelons.

### **Lors de la journée de consultation nationale sur la dimension sociale de la mondialisation, vous avez souligné que la mondialisation n'assure pas un travail décent pour tous. Elle ne contribue pas non plus efficacement à la lutte contre la pauvreté. Quelles sont les actions que le BIT compte entreprendre pour qu'elle ait plus d'impact sur le quotidien des gens ?**

Il faut, d'emblée, reconnaître que, dans l'état actuel des choses, elle n'assure pas un travail décent. Par "travail décent", nous entendons d'abord l'obtention d'un emploi. Que cet emploi puisse être rempli dans des conditions correctes. Cela suppose un milieu de travail propre, dans le respect des lois et règlements, la prise en compte de la sécurité et de la prévention pour éviter les accidents du travail et les maladies professionnelles. Il faut aussi que cet emploi soit correctement rémunéré pour permettre au travailleur de faire face à ses problèmes domestiques. Et une fois à la retraite, il faut que sa pension puisse lui permettre de couvrir ses besoins. Un travail décent, c'est donc un travail qui permette à l'employé de régler ses problèmes sociaux. Malheureusement, c'est ce qui manque de plus en plus au plan mondial, car c'est un problème qui n'est plus l'apanage d'un pays ou d'un continent, mais il concerne également les pays développés. Aujourd'hui, avec la déréglementation, beaucoup de firmes délocalisent leurs entreprises dans des pays où le code du travail est moins exigeant pour soumettre leurs employés à un travail très dur et très mal rémunéré. En plus, la plupart d'entre elles ne cotisent pas pour la sécurité sociale de leurs ouvriers. Cela pose problème, d'autant plus que la conséquence immédiate, c'est l'augmentation des exclus au plan mondial, sans parler de l'appauvrissement qui résulte des milliers de pertes d'emplois. Cela est inquiétant, d'autant que,

jusqu'à un passé encore récent, on parlait de "pays en voie de développement" pour désigner la plupart des anciennes nations colonisées, les pays africains notamment. Maintenant, on développe de plus en plus dans ces pays des programmes de réduction de la pauvreté. Cela veut dire qu'il y a eu un recul, et c'est grave.

**Un recul qui favorise, dans une certaine mesure, les migrations vers les pays riches, avec toutes les contraintes que les émigrés rencontrent... Quels sont, à votre avis, les objectifs importants qui devraient guider la mondialisation pour une libre circulation des biens et des personnes ?**

Le problème de la migration est l'une des plus grandes contradictions de la mondialisation. Car, dans mon entendement, qui dit mondialisation parle de circulation. Pas seulement des biens, mais aussi des personnes. A côté de la finance mondiale et de l'économie mondiale, il faut qu'on arrive à une citoyenneté mondiale. C'est ce qui est logique. Les travailleurs migrants vont continuer à exister tant que la pauvreté subsistera quelque part, car ils auront besoin d'aller là où il y a la richesse. Personne ne va accepter de mourir de faim quand il espère vivre mieux en se déplaçant. L'une des solutions à la migration internationale, c'est d'apporter la richesse vers les pays pauvres. Ce n'est pas de gaîté de cœur que les gens abandonnent tout pour aller vers des contrées où ils sont souvent victimes de frustrations, de vexations de toutes sortes. Ils y vont parce qu'ils n'ont pas le choix, souvent au péril de leur vie, car certains utilisent des moyens de déplacement dérisoires pour fuir la misère. Je peux vous annoncer, d'ores et déjà, qu'en 2004, le BIT organisera une discussion générale sur les questions des travailleurs migrants. Cela va être un débat quasiment mondial puisque tous les Etats membres du BIT vont y participer. J'ose espérer que les conclusions de cette rencontre permettront d'alimenter la mondialisation sur toutes les questions relatives au travail migrant.

**Vous êtes chargé, au BIT, du secteur de la protection sociale. Quels sont, au plan mondial, les satisfactions et les manquements dans le respect des droits sociaux des travailleurs ?**

Tant que dans le monde, il y aura encore des gens qui travaillent dans des conditions insoutenables, tant que les accidents du travail vont se multiplier, coûtant la vie à des gens, je ne peux pas encore parler de satisfaction. Je ne peux non plus être satisfait tant qu'il y aura des handicapés à cause des accidents de travail, tant qu'il y aura des travailleurs migrants qui seront exploités, tant que l'insécurité socio-économique demeurera. Mon regard restera critique tant que les gens auront à faire face au SIDA sur les lieux de travail, tant que, également, dans ce monde, les gens iront à la retraite sans percevoir leurs pensions et tant qu'il y aura des gens qui ne sont pas couverts sur le plan sanitaire. Malheureusement, les travailleurs sont de plus en plus confrontés à ces problèmes. C'est la raison pour laquelle le secteur dont j'ai la charge est un secteur éminemment social. Ma satisfaction, mineure, est qu'aujourd'hui, on comprend de mieux en mieux qu'une bonne prise en charge de la dimension sociale dans le développement et dans l'économie est un facteur de productivité. Nous commençons, enfin, à comprendre que chez chaque travailleur dort près de 30 % de productivité non exploitée, tout simplement parce que l'employé est préoccupé par ses conditions de travail, sa protection sociale et sa sécurité en général. Donc un travail décent qui inclut la dimension sociale donne, à n'en pas douter, une bonne rentabilité et une plus grande productivité. C'est un débat qui est posé présentement. Les décideurs commencent à le comprendre et à le prendre en compte. C'est déjà un début de satisfaction pour ne pas être totalement négatif dans mon propos. C'est cette bataille qu'il faut engager pour augmenter la productivité dans les entreprises et créer, par conséquent, plus d'emplois qui auront des retombées sociales certaines pour les travailleurs.

(1) La déclaration de Philadelphie, qui reste le but fondamental de l'OIT, réaffirme sans ambages que chaque homme et chaque femme doit pouvoir accéder à un travail décent et productif dans des conditions liberté, d'équité, de sécurité et de dignité.

*PROPOS RECUEILLIS PAR ALIOU BA*